



Brésil : *l'émeute des pauvres*

Une épreuve pour le nouveau gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, Frank Montoro du PMDB, parti de l'opposition. Elu en novembre, il prit ses fonctions le 15 mars et déjà le 16 mars eurent lieu des manifestations violentes contre l'élévation du coût des transports urbains, la foule lapidant les omnibus.

Tout débute le 4 avril par une manifestation pacifique du Mouvement contre le chômage et le coût de la vie. Venant de Santo Amaro la foule afflue vers le centre de Sao Paulo et soudain, sous l'impulsion de quelques éléments, tout dégénère en émeute : pillage de supermarchés, magasins de vêtements, de chaussures et d'alimentation. Le lendemain l'émeute reprend avec une foule encore plus importante en provenance d'autres grandes banlieues, et les manifestants montant vers le centre résidentiel de la ville attaquent le palais du gouverneur. Ce jour là trois gouverneurs d'opposition sont réunis (Sao Paulo, Rio et Minas Gerais) et lancent un appel au calme dénonçant ces « *troubles qui ne servent que les ennemis de la démocratie* ». L'armée est mise en état d'alerte sur ordre du Président de la République qui rappelle que 19 ans plus tôt, le 31 mars 1964, c'est pour répondre à une situation anarchique que l'armée avait pris le pouvoir...

Manipulations, infiltrations d'éléments extrémistes de droite et d'extrême gauche ? Tout semble indiquer qu'il y eut des provocations.

Dernièrement des dizaines de milliers de licenciements ont eu lieu dans de grandes entreprises paulistes. Avec 13 millions d'habitants le grand Sao Paulo compte plus de 700 000 chômeurs et un million de sous employés. 30 % de la population est marginalisée dans une ville où est concentrée 60 % de l'industrie du pays et, fuyant la misère et la sécheresse du nord-est, d'innombrables émigrés débarquent chaque jour dans la cité. Dans certains secteurs industriels, dont la métallurgie le taux de chômage atteint jusqu'à 45 % et il faut ajouter à cela une très faible couverture sociale et pas d'indemnités de chômage.

(...) Au Brésil l'opposition qui contrôle 10 Etats sur 22 depuis les élections de novembre dernier se trouve devant d'énormes problèmes. Elle a suscité de grands espoirs mais n'a pratiquement pas de moyens pour appliquer une politique différente et risque donc rapidement de créer de grandes frustrations. Profitant de cette situation tous ceux qui ne souhaitent pas la poursuite de l'ouverture qui doit déboucher dans quelques années à l'élection du Président de la République, risquent de miser sur la politique du pire pour créer « ce climat d'anarchie » qui pourrait justifier une nouvelle intervention militaire.

H.C.

Ce texte est tiré des "dossiers faim-développement" N° 83-5 avec qui "forum" vient d'instituer l'échange régulier. L'article complète et actualise l'interview avec Mgr. C. Humes (supra pp.22 ss.).